

Début des travaux de la COP27

L'ENGAGEMENT DE TEBBOUNE

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7436 – MARDI 8 NOVEMBRE 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Nouvelle gare routière dans la wilaya

UN SOULAGEMENT POUR LES GHARDAOUIS

Page 24



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'ANGLAIS UNE OBLIGATION À L'UNIVERSITÉ

C'est désormais une réalité, l'enseignement de l'anglais sera intégré dans le processus de l'enseignement dans les universités algériennes, et ce à partir de cette année. A cet effet, les enseignants du cycle supérieur ont, d'ores et déjà, entamé des programmes de formation linguistique intensifs. Page 4

CENTRE POUR ORPHELINS À TIARET

Le Japon fait un don de plus de 45 000 euros

Page 4

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE MONDE ARABE

Plaidoyer pour une stratégie commune

Page 2

JOURNALISTES ET INSTANCES SPORTIVES

L'Impératif d'une charte d'éthique

Page 12

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE MONDE ARABE

Lakhdari plaide pour une stratégie commune

Le Sommet d'Alger a été une véritable opportunité pour résoudre plusieurs problèmes d'ordre économique, notamment la sécurité alimentaire. Les potentialités dans le monde arabe sont énormes dans le secteur agricole, estiment les experts en la matière, permettant ainsi de relever le défi et d'assurer une autosuffisance régionale.

C'est du moins ce qu'a affirmé la chercheuse agro-écologiste et ancienne directrice du Centre de recherche de Biskra sur les zones arides, Fatoum Lakhdari. Contacté par le Jeune Indépendant, Mme Lakhdari a indiqué qu'aujourd'hui, qu'avec les bouleversements géostratégiques en cours et le changement climatique menaçant, la sécurité alimentaire est devenue une question de souveraineté et d'indépendance des Etats. Elle a estimé que l'Algérie a fait de grands pas en matière de sécurité alimentaire mais, aujourd'hui, a-t-elle dit, les changements au niveau des marchés mondiaux et les défis climatiques nous obligent à fédérer nos forces avec l'ensemble du bloc arabe, d'autant plus que nous avons des caractéristiques communes. L'ancienne directrice du Centre de recherche de Biskra sur les zones arides, qui s'est aussi exprimée sur les ondes de la radio Chaîne 3, a plaidé pour l'importance de tracer une stratégie claire et commune pour faire avancer les choses et assurer une sécurité alimentaire au niveau régional. Selon elle, la question de la sécurité alimentaire revêt un caractère stratégique. D'ailleurs, a souligné Mme Lakhdari, « si nous voulons arriver à fédérer nos potentialités, qu'elles soient naturelles ou humaines, nous pouvons réellement faire des progrès au niveau de la sécurité alimentaire dans l'ensemble de la



région arabe. Il y a certains pays qui ont des potentialités en matière d'eau, d'autres en matière de ressources humaines et de compétences technologiques, alors que d'autres pays possèdent des compétences financières et d'autres encore ont des ressources énergétiques, comme l'Algérie et les pays du Golfe ».

Fatoum Lakhdari a tenu à souligner qu'une stratégie commune ne suffit pas pour développer la sécurité alimentaire de l'Algérie. Il y a lieu de faire un suivi et une évaluation sur le long terme. Elle a toutefois insisté sur « l'obligation de se serrer les coudes pour assurer notre alimentation par nous-mêmes ». Cette vision à laquelle Mme Lakhdari appelle est plus que nécessaire et doit se traduire sur le terrain par des actions concrètes et applicables.

La chercheuse agro-écologiste a rappelé qu'en Algérie, la question de la sécurité alimentaire a toujours été une priorité, et ce depuis l'indépendance. « Cette question a été l'un des trois piliers de la politique algérienne depuis les années 1960, aux côtés de l'éducation et de la santé », a-t-elle indiqué, avant d'ajouter qu'aujourd'hui, si cette sécurité alimentaire est assurée, elle l'est au moyen des rentrées de devises, à travers l'exportation des hydrocarbures, et de l'application des subventions pour permettre à toutes les franges de la société d'accéder, au moins, aux denrées de base. « Avec le vécu de la pandémie et la situation géopolitique actuelle, même si nous avons des revenus financiers pétroliers, nous devons compter sur nous-mêmes, travailler nos terres, développer notre agro-industrie et appuyer nos scientifiques », a-t-elle insisté.

Lynda Louifi

RÉUSSITE DU SOMMET ARABE

Le rôle des médias mis en avant

LA CONTRIBUTION des médias à la réussite du Sommet arabe d'Alger, tenu les 1er et 2 novembre, a été soulignée par les directeurs des médias audiovisuels publics, lesquels ont affirmé que les chaînes de télévision et les radios ont joué un rôle essentiel face aux multiples et incessantes tentatives de déstabilisation par la désinformation.

C'est devant la commission de communication et de culture de l'Assemblée populaire nationale que les directeurs généraux de ces deux médias lourds (télévision et radio nationale) ont souligné le rôle de ces médias dans la réussite de ce Sommet d'Alger. Un rôle essentiel face aux multiples et incessantes tentatives de déstabilisation par la désinformation.

Le directeur de la Radio algérienne, Mohamed Baghali, a expliqué, à cette occasion, que « juste après la fin du Sommet arabe d'Alger, une campagne de désinformation visant l'Algérie s'est enclenchée, faisant croire à un présumé échec, alors que l'évènement avait été un succès ». « C'est un honneur de dire que les médias et les journalistes ont grandement participé à la réussite de ce rendez-vous international », a-t-il indiqué.

Un autre responsable de l'audiovisuel public a, de son côté, signalé le fait que l'Algérie ait été au centre des débats internationaux, affirmant que la télévision algérienne a pu accompagner tous les événements internationaux qu'elle a abrités.

Il convient de noter qu'une large couverture médiatique a été assurée par les médias aussi bien nationaux qu'internationaux. En effet, le Sommet arabe et ses conclusions ont occupé, une semaine durant, la une des journaux, qui ont mobilisé tous les moyens humains et matériels pour assurer une bonne couverture médiatique à cet événement international. Un rôle qui a d'ailleurs été salué par les hautes autorités du pays.

Le président de la République a, en effet, rendu un hommage appuyé aux journalistes de la presse nationale et internationale qui ont assuré la couverture médiatique de la 31e session du Sommet arabe. Dans un échange avec des journalistes présents au Centre international des conférences, à la clôture des travaux, le Président s'est félicité de la réussite du Sommet d'Alger, saluant les efforts fournis par les professionnels des médias dans la couverture de l'événement. Le ministre de la Communication a, lui aussi, salué les efforts de la presse dans la couverture des travaux du Sommet arabe. « Suite au succès retentissant du 31e Sommet arabe abrité par notre pays, les 1er et 2 novembre, je tiens à exprimer toute ma gratitude et mon respect à la corporation de la presse nationale pour sa couverture médiatique professionnelle de cet événement exceptionnel », a affirmé le ministre, soulignant le professionnalisme de la presse nationale. « A travers cette couverture, la presse nationale a montré son professionnalisme et son engagement à l'égard des causes de la nation arabe, que l'Algérie a toujours veillé à unifier », a-t-il souligné.

Lilia Aït Akli

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Célébration du 68e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération

LE MINISTÈRE des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a organisé hier lundi une cérémonie commémorant le 68e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Guerre de libération, au cours de laquelle le Secrétaire général du ministère Amar Belani a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative du ministère, à la mémoire des chouhada.

A cette occasion, le Directeur général de la Communication, de l'Information et de la Documentation aux AE, Abdelhamid Abdaoui a affirmé que «l'Algérie avance sur la voie du développement à travers des réformes initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans divers domaines dans le cadre de l'édification de l'Algérie nouvelle».

«La diplomatie algérienne, imprégnée des valeurs de Novembre, poursuit ses victoires et ses réalisations dans les fora internationaux à travers une politique clairvoyante et pondérée ce qui a valu à l'Algérie le respect dans son environnement régional et international, et permis à notre diplomatie de gagner la confiance de tous et de s'ériger en source de sécurité et de paix dans notre environnement immédiat».

Evoquant le Sommet arabe d'Alger, tenu les 1er et 2 novembre, M. Abdaoui a estimé que «l'Algérie a réuni les frères arabes qui ont afflué sur son territoire pour participer au sommet rassembleur qui a dégagé un consensus autour de la nécessité de relever les défis importants de la nation arabe».

Le diplomate a salué «l'initiative du président de la République, qui a précédé la tenue du Sommet, une initiative qui a permis aux Palestiniens d'être de nouveau au rendez-vous avec l'histoire, sur la terre des victoires, et de signer l'accord historique de réconciliation palestinienne en présence de toutes les factions».

«Par fidélité aux principes de Novembre et en appui aux causes justes dans le monde, l'Algérie ne ménagera aucun effort pour soutenir le peuple sahraoui frère dans sa lutte contre l'occupant marocain et pour son indépendance», a-t-il conclu.

M. D.

DÉBUT DES TRAVAUX DU SOMMET COP27

L'engagement de Tebboune

Les travaux du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la 27e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP27), se sont ouverts hier à Charm El-Cheikh, avec la participation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



Le président Tebboune est arrivé auparavant au Centre international de conférences de Charm El-Cheikh pour prendre part à ces travaux. Il a été accueilli à son arrivée au Centre international de conférences de Charm el Cheikh par le Président égyptien, M. Abdel Fattah al-Sissi et le Secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres.

Le président de la République devrait prononcer une allocution lors de cet évènement international, organisé par les Nations Unies sous le slogan «Ensemble pour la mise en œuvre», et présidé cette année par l'Egypte.

En marge de la conférence, le Président Tebboune prendra part à une table ronde «d'une extrême importance» sur la sécurité alimentaire réunissant plusieurs chefs d'Etat.

Les travaux ont débuté avec l'intervention du chef de l'Etat égyptien, qui assure la présidence de ce rendez-vous.

Pour sa part, le chef d'ONU-Climat Simon Stiell, a appelé les dirigeants du monde à relever le plus grand défi de l'humanité en mettant en œuvre l'Accord de Paris sur le climat de 2015, lors de la Conférence des nations unies sur les changements climatiques, la COP 27, ouverte dimanche à Charm El-Cheikh en Egypte.

«Aujourd'hui, une nouvelle ère commence - et nous commençons à faire les choses différemment. Paris nous a donné l'accord. Katowice et Glasgow nous ont donné le plan. Charm El-Cheikh nous fait passer à la mise en œuvre. Personne ne peut être un simple passager dans ce voyage. C'est le signal que les temps ont changé», a déclaré Simon Stiell, le nouveau Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), aux délégués réunis dans la salle plénière principale du Centre international des congrès.

Plus de 120 chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent lundi et mardi en Egypte pour tenter de se mettre d'accord sur des solutions et d'engager des politiques pour limiter le réchauffement climatique. Ils sont aussi attendus sur la promesse financière faite aux pays du sud pour réduire leurs émissions et se préparer aux impacts climatiques.

Pour rappel, l'Algérie a toujours réitéré son engagement à prendre en charge les questions climatiques lors des différents sommets mondiaux y afférents, tout en poursuivant ses efforts pour promouvoir son rôle à travers plusieurs initiatives saluées à maintes occasions.

Le Président Tebboune n'a eu cesse de souligner l'importance de mobiliser tous les moyens et de prendre les mesures et dispositions nécessaires pour lutter contre les effets du changement climatique, dont le Plan national climat et la loi relative à la lutte contre les risques majeurs, et de relancer le projet du barrage vert pour contribuer à création d'une zone verte à faible émission de carbone.

L'Algérie a ratifié, en 2016, l'Accord de Paris sur les changements climatiques (COP21), qui prévoit de maintenir l'augmentation de la température moyenne en dessous de 2 C à la fin du siècle actuel. L'Algérie s'est engagée à soutenir la communauté internationale dans ses efforts visant à lutter contre l'effet de serre, en dépit de sa contribution, depuis longtemps, à la lutte contre ce phénomène, au regard de la domination du gaz naturel qui est considéré comme une énergie propre dans son mix énergétique.

Dans le cadre de ses démarches de protection du climat, l'Algérie a adopté, en 2020, le Plan national Climat (PNC) pour la période 2020-2030, qui est considéré comme sa vitrine internationale en la matière et qui vise à réduire le taux des émanations de gaz à effet de serre de 22%, comme un engagement conditionnel (au cas où le pays bénéficie d'un financement international et d'un transfert de technologie) et de 7% comme engagement volontaire. Ce plan se veut l'outil opérationnel pour l'application de la politique nationale de lutte contre les répercussions négatives des changements climatiques, prévoyant 155 opérations et activités visant à s'adapter aux effets des changements climatiques et à les limiter pour la prochaine décennie, notamment à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'intégration de la dimension Climat au sein des différentes politiques publiques de développement.

Le grand intérêt accordé par l'Algérie aux questions du climat et à la protection de l'environnement s'est également traduit dans l'annonce de relance et d'extension du projet du barrage vert sur une superficie de 4,7 millions hectares dans les années à venir.

M. K.

SANTÉ MILITAIRE

Chanegriha : «Promouvoir la qualité de la prise en charge médicale»

LE GÉNÉRAL d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a exhorté, hier, les responsables de la Santé militaire à «consentir davantage d'efforts afin de promouvoir la qualité de la prise en charge médicale des personnels militaires». C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Afin de permettre à ce secteur sensible de remplir parfaitement ses missions, il appartient à l'ensemble des responsables concernés de consentir davantage d'efforts afin de promouvoir la prise en charge médicale des personnels militaires aux niveaux escomptés, en veillant notamment à former une ressource humaine compétente, capable d'assurer des prestations sanitaires qualitatives, à la hauteur des attentes des personnels, et de se mettre au diapason du processus de développement, dans lequel l'Armée nationale populaire s'est résolument engagée», a-t-il souligné au cours d'une réunion de travail avec les cadres de la santé militaire et les personnels du corps médical. Lors de cette réunion, tenue au niveau de l'Ecole nationale de santé militaire (1ère Région militaire), le Chef d'Etat-Major de l'ANP a affirmé qu'»au regard de l'importance de la prise en charge médicale des personnels de l'ANP, tous les moyens matériels nécessaires ont été réunis au profit de cet important secteur, que ce soit en termes d'infrastructures et d'équipements ou en termes de formation et de qualification des personnels».

Le Général d'Armée a expliqué, à ce propos, que «c'est dans ce cadre, que s'inscrivent les importants projets d'infrastructures en cours de réalisation, à l'image de l'Hôpital universitaire militaire de Staoueli, l'Hôpital militaire Mère et Enfant de Béni Messous, ainsi que les hôpitaux régionaux et les projets relatifs au soutien médical programmés au niveau des six Régions militaires».

Dans son allocution d'orientation suivie via visioconférence par les personnels du corps médical militaire déployés à travers l'ensemble des Régions militaires, M. Chanegriha a assuré que «la compétence et l'aptitude sont les seuls critères qui nous servent de guide pour encourager les potentialités humaines, valoriser leurs expériences cumulées, et les inciter à consentir davantage d'effort au service de notre armée, qui s'emploie constamment à tirer bénéfice de l'expérience, du professionnalisme et du savoir-faire de ses cadres pour acquérir encore plus de puissance et d'efficacité combative».

Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a souligné, à l'occasion, que «l'instauration d'un système de santé militaire efficace, capable d'assurer une couverture médicale globale au profit du personnel de l'Armée est une préoccupation permanente pour le Haut commandement de l'ANP».

Le Général d'Armée qui était accompagné du secrétaire général du ministère de la Défense nationale et du directeur central des services de Santé militaire, a donné un ensemble d'orientations portant notamment sur «la nécessité de garantir une meilleure prise en charge des patients, notamment les blessés et les invalides, et l'entretien des équipements médicaux mis à disposition des établissements hospitaliers militaires», conclut le communiqué.

S.O. Brahim

Page 04_Mise en page 1 08/11/2022 15:46 Page 1

APW DE MÉDÉA

Ouverture des travaux de la troisième session

APRÈS un 1er report causé par l'absence de quorum, les travaux de la troisième session de l'APW se sont ouverts ce lundi 7 novembre par l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour de la session et l'inclusion du point relatif au changement des structures de l'institution élue.

En effet, la lecture et l'adoption à l'ouverture des travaux du point relatif à la réorganisation des structures de l'APW, fait suite à la revendication du «groupe des 25» qui a été à l'origine du boycott de la tenue de la session et de son report faute d'absence de quorum, alors qu'elle était initialement programmée pour le 26 octobre dernier.

Considéré comme point focal de la session, l'examen du budget primitif de l'année 2023 est en hausse de 23,32 % par rapport à l'exercice précédent, une amélioration qui a découlé d'une augmentation des recettes à de plus de 100 milliards 214 millions de cts provenant pour une grande part de la fiscalité locale d'un montant égal à 46 milliards de cts.

L'amélioration des comptes du BP a eu pour conséquence de permettre de couvrir les dépenses prévues en matière de projets de développement et de répondre aux besoins des populations au niveau des communes et des zones éloignées et difficiles, d'affecter des enveloppes financières destinées aux actions de solidarité, dont 4 milliards de cts pour le mois de ramadan, 2 milliards de cts pour le transport scolaire et les cantines scolaires, 13 autres milliards aux autres secteurs.

Parmi les dossiers retenus dans l'ordre du jour de la session, le dossier relatif à l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique renforcé par l'acquisition d'un nouveau pôle universitaire de 6000 places pédagogiques et 2 résidences de 2000 lits chacune. Pour sa part, le dossier relatif au secteur de l'éducation a enregistré la réception de 9 groupes scolaires, 51 classes en extension, 3 CEM, 5 cantines, 3 lycées et 5 internats. En matière de couverture en infrastructures sportives et de jeunesse, une enveloppe de 195 milliards de cts a été allouée au secteur, montant ayant permis de couvrir les dépenses de réalisation de 27 terrain de sport en gazon synthétique, de stades de proximité à travers 22 communes, portant ainsi le nombre total de stades de proximité à 147.

De Médéa, Nabil B.

CRÉATION D'UN CENTRE DE SOINS POUR ORPHELINS À TIARET

LE JAPON FAIT UN DON DE 46 699 EUROS

Le gouvernement du Japon a octroyé une aide financière de 46 699 euros à l'association Kafil El-Yatim de la wilaya de Tiaret pour l'acquisition d'équipements médicaux destinés à la création d'un centre de soins pour orphelins. Un projet considéré comme une autre pierre à poser sur le chemin d'une coopération nippo-algérienne solide et durable, a affirmé l'ambassadeur du Japon en Algérie, Kono Akira, lors de la signature de ce contrat de don.



S. Adel/LJI

Le contrat de don d'un montant de 46 699 euros a été signé hier au siège de l'ambassade du Japon en Algérie par l'ambassadeur du Japon en Algérie, Kono Akira, et Larbi Djellab, président de l'association Kafil El-Yatim de la wilaya de Tiaret.

«Ce don est une aide financière accordée par le gouvernement du Japon dans le cadre du programme de ''Dons aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine''», a précisé l'ambassadeur, expliquant que «le programme s'appelle ''KUSANONE'', qui veut dire ''herbe'' et ''racines''».

«C'est notre modeste contribution pour encourager ceux qui travaillent pour le projet de développement social et humain au niveau communautaire», a fait savoir le diplomate, affirmant que «la signature de ce contrat de don est le fruit d'une collaboration étroite entre mon équipe à l'ambassade et celui de l'association Kafil El-Yatim de Tiaret, laquelle a abouti, et ce en dépit des entraves rencontrées, notamment la crise sanitaire du coronavirus».

L'ambassadeur du Japon a tenu à saluer les actions que mènent cette association créée en 2003, laquelle est engagée pour la prise en charge de l'éducation, la santé et le bien-être des orphelins de la wilaya de Tiaret. L'ambassadeur a, dans ce sens, souligné «la place cardinale» accordée par son pays, lors du TICAD 8, tenu l'été dernier en Tunisie, à l'investissement dans le capital humain, l'enfant étant son essence. «En apportant notre soutien aux activités de l'association, nous espérons que ce don contribuera à améliorer la situation de ces enfants et à contribuer à leur épanouissement», a ajouté l'ambassadeur, remerciant les autorités algériennes concernées pour leur collaboration ayant permis la réalisation de ce projet.

Le diplomate a, en outre, exprimé son souhait de voir d'autres projets du genre se développer, notant que ce projet est une autre pierre à poser sur le chemin d'une coopération nippo-algérienne solide et durable.

Pour sa part, le président de l'association Kafil El-Yatim, Rachid Djellab, a fait savoir que ce projet allait profiter à 6 500 orphelins et 4 500 veuves inscrits à l'association. «Ils bénéficieront d'un suivi médical, d'un accompagnement psychologique et du traitement de plusieurs maladies», a-t-il précisé, remerciant au passage l'Etat du Japon et son ambassade en Algérie pour cet acte humanitaire et son soutien permanent à ce genre de projet. D'autres wilayas bénéficieront aussi de cette clinique médicale, à l'instar de Tissemsilt, Relizane, Saïda, Mascara et Laghouat, selon les précisions de M. Djellab. Renforcer la coopération bilatérale entre l'Algérie et le Japon a aussi été évoqué par l'ambassadeur du Japon en Algérie. Il s'agit de la gestion des catastrophes naturelles, un domaine dans lequel le Japon dispose d'une grande expérience. «Je souhaiterais développer davantage notre coopération bilatérale», a conclu Kono Akira.

Lilia Aït Akli

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'anglais à l'université à partir de cette année

C'EST désormais une réalité, l'enseignement de l'anglais sera intégré dans le processus de l'enseignement dans les universités algériennes, et ce à partir de cette année. A cet effet, les enseignants du cycle supérieur ont, d'ores et déjà, entamé des programmes de formation linguistique intensifs.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est revenu sur le dossier de l'enseignement de la langue anglaise dans les universités. Dans une correspondance adressée aux présidents des conférences régionales des universités, à diffuser à l'ensemble des directeurs des établissements d'enseignement supérieur, le ministère de l'Enseignement supérieur les a exhortés à suivre et à évaluer l'effort de formation en anglais des enseignants. Il a demandé aussi à être tenu au courant du nombre d'enseignants maîtrisant cette langue et les institutions auxquelles ils appartiennent, et ce afin de commencer l'enseignement en anglais à partir de cette année, comme étant la langue qui permettra aux diplômés, aux professeurs et aux chercheurs algériens de préparer leurs thèses. Ainsi, la tutelle vise, à travers cette démarche, à «former au moins 80 % des enseignants de sciences et technologie et 100 % des enseignants de sciences sociales et humaines ainsi que des enseignants de sciences médicales assurant les unités horizontales», selon la même source. Les établissements universitaires disposant de centres d'enseignement intensif des langues ou de départements de langue anglaise doivent «assurer la formation de leurs enseignants».

Une plate-forme de télé-enseignement dédiée à la formation des enseignants en langue anglaise sera mise à la disposition du reste des établissements, et ce à compter du 1er décembre 2022. Les établissements universitaires disposant de formateurs maîtrisant la langue anglaise doivent lancer l'enseignement des matières qu'ils dispensent en anglais dès l'année universitaire en cours, a conclu le communiqué.

Pour rappel, le directeur général des enseignements et de la formation supérieure au ministère de l'Enseignement supérieur, Boualem Saïdani, avait récemment annoncé l'adoption de la langue anglaise dans l'enseignement au niveau des deux Ecoles nationales de mathématiques et d'intelligence artificielle, soutenant que la langue anglaise est une langue mondiale et qu'elle devrait se répandre progressivement au niveau des institutions universitaires. Selon lui, l'introduction de la langue de Shakespeare permettra une meilleure visibilité des établissements algériens d'enseignement supérieur et de leurs productions scientifiques et pédagogiques, en vue d'améliorer leur classement au niveau mondial.

Lynda Louifi

Page 05_Mise en page 1 08/11/2022 15:47 Page 1

SIT-IN DEVANT L'EPSP DE SIDI M'HAMED BOUCHNAFA

LE PERSONNEL RÉCLAME LE RETOUR DE LEUR DIRECTEUR

Le personnel médical de l'établissement de proximité de santé publique de Sidi M'hamed Bouchnafa, à Alger, a observé hier un sit-in devant le siège de l'EPSP pour contester la décision du ministère de la Santé portant suspension du directeur Hakim Djilaili pour des raisons jugées «incompréhensibles».



S. Adel/LJI

Dans la matinée d'hier, le personnel médical de l'établissement de proximité de santé publique Sidi M'hamed Bouchnafa, à Alger, s'est rassemblé devant le siège de l'EPSP pour contester la décision du ministère de la Santé qui a remplacé le directeur de cet établissement sanitaire, Hakim Djilaili. Encadrés par un dispositif policier déployé pour la circonstance, les contestataires, vêtus de blouses blanches, ont hissé des pancartes appelant au retour du directeur qui, selon eux, est à même d'assurer la stabilité dans la structure de santé où ils travaillent. Scandant des slogans en faveur du directeur sortant, le personnel médical a exprimé son soutien et sa solidarité avec beaucoup d'ardeur. Pour sa part, le Dr Zoubida Taibi, cadre paramédical et membre de la section syndicale de l'UGTA à l'EPSP de Sidi M'hamed, a fait savoir que ce rassemblement est organisé pour soutenir le directeur suspendu et dénoncer la décision prise par le ministère de la Santé le concernant. «En tant que travailleurs en premier lieu, nous témoignons de notre présence pour dire, à voix haute, que cet homme avec qui nous avons travaillé pendant 8 mois n'a apporté que des choses positives. Il a commencé à faire un nettoyage profond et à revoir la carrière professionnelle de tous les travailleurs en matière d'échelons et de rappels», a-t-elle souligné au Jeune Indépendant.

Mme Taibi a ajouté que des personnes veulent uniquement salir sa réputation, alors qu'il a montré à tous ses compétences sur le terrain. Elle a précisé que Hakim Djilaili n'a apporté que de belles choses, pas uniquement pour le personnel médical mais aussi pour le secteur de la santé. Il a surtout permis une bonne prise en charge du malade.

Le Dr Taibi espère bien être entendue, elle et tout le personnel de l'établissement, par le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi. Elle appelle celui-ci à revoir cette décision, qui a mis à l'écart un homme honnête et intègre, et surtout respecté et apprécié par tout le personnel médical de l'établissement de proximité de santé publique de Sidi M'hamed Bouchnafa.

Pour sa part, le Dr Krinech, médecin généraliste en chef et membre du bureau du Syndicat national des médecins généralistes, qui «milite pour les droits et le bien-être des médecins», a déclaré que cette journée de protestation exprime la reconnaissance de tout le personnel médical de l'EPSP de Sidi M'hamed pour le travail remarquable que Hakim Djilaili a effectué depuis qu'il est à la tête de cette structure sanitaire. «Il a vraiment nettoyé, au sens propre du mot, l'établissement, et ceci semble déplaire à certaines parties», a-t-il souligné. Elle a fait savoir que le directeur suspendu a toujours été à l'écoute des travailleurs, ajoutant qu'il est allé jusqu'au bout de leurs problèmes.

Le secrétaire général du personnel paramédical, Choukri Benamour, a mis en avant les efforts fournis par le directeur sortant pour répondre aux aspirations des employés de l'EPSP, tous corps confondus, sur tous les plans : salaires, rappels et restauration.

Il a noté que cinq syndicats ont pris part à ce sit-in, notamment les médecins généralistes, les spécialistes, les psychologues, l'UGTA et le personnel paramédical. «Nous interpellons le ministère de la Santé afin de revoir sa décision et permettre le retour de Hakim Djilaili», a-t-il conclu. Une femme de ménage en pleurs a évoqué toute l'aide et le soutien apportés par M. Djilaili, le qualifiant d'une personne ayant une âme charitable.

Les contestataires ont tous fait l'éloge du directeur sortant pour ses compétences et la bonne gestion de l'EPSP, espérant son retour dans les plus brefs délais. Nos tentatives pour avoir plus d'informations sur la question auprès du ministère de la Santé sont restées vaines.

Samia Acher

DOCTEUR DJILLALI EL-KECHAI

La vie pleine d'un médecin humaniste

COMBATTRE les maladies, atténuer la douleur de ses patients de tous âges et sexes confondus, tel est le but, depuis déjà quarante années de dévouement, du médecin généraliste, l'enfant de la ville de Boufarik, Djillali El-Kechai.

Un nom dont on ne finira pas de parler à Boufarik et dans les communes limitrophes. Agé de 68 ans, ce natif de Boufarik a décroché son bac en 1974 et ensuite son doctorat en médecine, filière qu'il a tant souhaitée, en 1981. Alors jeune et plein d'ambitions, âgé à peine de 28 ans, il exerce ce noble métier qu'est la médecine. Le Jeune Indépendant s'est rapproché de son cabinet médical. Il était 8 h et les deux salles d'attente étaient déjà pleines. Le premier patient était déjà en pleine consultation. « J'ouvre le cabinet à 7h30 car le médecin termine ses consultations à 13 h. Voyez par vous-mêmes, il y a déjà beaucoup de malades», a déclaré Farid, son infirmier depuis très longtemps. « Ce n'est pas parce que la consultation est à 250 DA qu'il y a beaucoup de monde, non, El-Kechai est un très bon médecin. Il est apprécié et aimé par toutes les familles boufarikoises. Je lui dois beaucoup, c'est comme un frère. Tous les patients vous confirmeront mes dires», a-t-il ajouté.

De nombreux malades apportent toujours leurs témoignages pour rendre hommage à l'homme désintéressé qu'il est, pour l'efficacité de ses traitements qu'il prescrit, en un mot pour ses compétences. Homme de science, il est le médecin compétent, le médecin des pauvres qui reçoit ses malades à son cabinet ou va chez eux à tout moment lorsqu'il est sollicité. «Je n'ai jamais refusé un déplacement pour une consultation quelconque, surtout quand il s'agit d'un patient âgé. Je le fais avec joie et gratuitement», a fait savoir l'humble médecin. «Mon expérience personnelle de la pratique de la médecine m'a appris le contact humain, à être à l'écoute des gens mais surtout l'humilité», a-t-il ajouté. Le Jeune Indépendant s'est permis de poser au médecin la question «Pourquoi des honoraires à 250 DA ?». Ce dernier nous a répondu avec émotion : « Ce sont les recommandations de mon défunt père, Rabi yerahmou.

Un jour, il m'a dit : '' Ecoute mon fils, ta richesse, ce n'est nullement l'argent que tu vas récolter, mais ce sera ton intelligence et ce que tu vas donner à tes patients.'' Depuis ce jour, j'ai décidé que mes honoraires ne changeraient jamais plus, Dieu merci.» Toutes les personnes que le Jeune Indépendant a rencontrées, et à qui il a été demandé si elles connaissaient le Dr El-Kechai, ont été unanimes. « Qui ne connaît pas ''Tebib ezzawalia''. Il exerce son métier avec amour, il n'est pas comblé d'honneurs mais il reste fidèle à lui-même. C'est la bonté personnifiée. Il est d'une modestie exemplaire et il a soigné des centaines et des centaines de personnes gratuitement». Il est certain que le Dr Djillali El-Kechai laissera une empreinte indélébile à Boufarik.

T. Bouhamidi

PAS DE DOULEUR, PAS DE GRAIN

Le retour de Poutine sur la mer Noire

Après que l'attaque militaire occidentale sur Sébastopol ait brièvement interrompu les transports de céréales russes, Moscou est de retour aux affaires avec une main plus forte et des conditions plus favorables.

Par Pepe Escobar



Le président turc Recep Tayyip Erdogan décroche son téléphone et appelle son homologue russe Vladimir Poutine : parlons de « l'accord sur les céréales ». Poutine, froid, calme et posé, explique les faits au sultan : Premièrement, la raison pour laquelle la Russie s'est retirée de l'accord d'exportation de céréales.
Deuxièmement, Moscou souhaite qu'une enquête sérieuse soit menée sur l'attaque – terroriste – de la flotte de la mer Noire, qui semble à toutes fins utiles avoir violé l'accord.
Enfin, Kiev doit garantir qu'il respectera l'accord négocié par la Turquie et les Nations unies.
Ce n'est qu'alors que la Russie envisagerait de revenir à la table des négociations.
Et puis – aujourd'hui, 2 novembre – le coup de théâtre : Le ministère russe de la défense annonce que le pays revient sur l'accord sur les céréales de la mer Noire, après avoir reçu les garanties écrites nécessaires de Kiev.
Le ministère de la Défense, de manière très diplomatique, a salué les « efforts » de la Turquie et de l'ONU : Kiev s'est engagé à ne pas utiliser le « couloir maritime humanitaire » pour des opérations de combat, et uniquement conformément aux dispositions de l'initiative de la mer Noire.
Moscou a déclaré que ces garanties sont suffisantes « pour le moment ». Ce qui implique que cela peut toujours changer.

LA PERSUASION DU SULTAN FAIT MOUCHE

Erdogan a dû être extrêmement persuasif avec Kiev. Avant l'appel téléphonique à Poutine, le ministère russe de la Défense avait déjà expliqué que l'attaque contre la flotte de la mer Noire avait été menée par 9 drones aériens et 7 drones navals, ainsi que par un drone d'observation américain RQ-4B Global Hawk guettant dans le ciel au-dessus des eaux neutres.
L'attaque s'est déroulée sous le couvert de navires civils et a visé les navires russes qui escortaient le corridor céréalier dans le périmètre de leur responsabilité, ainsi que les infrastructures de la base russe de Sébastopol. Le ministère de la Défense a explicitement désigné les experts britanniques déployés sur la base d'Ochakov, dans la région de Nikolaev, comme les concepteurs de cette opération militaire.
Au Conseil de sécurité des Nations unies, le représentant permanent Vassily Nebenzya s'est déclaré « surpris » que les dirigeants de l'ONU « n'aient pas réussi non seulement à condamner les attaques terroristes, mais même à exprimer leur préoccupation à leur sujet. »
Après avoir déclaré que l'opération de Kiev sur la flotte de la mer Noire, organisée par la Grande-Bretagne, « mettait fin à la dimension humanitaire des accords d'Istanbul », M. Nebenzya a également précisé :
« Nous comprenons que l'Initiative céréalière de la mer Noire, sur laquelle la Russie, la Turquie et l'Ukraine se sont mises d'accord sous la supervision de l'ONU le 22 juillet, ne doit pas être mise en œuvre sans la Russie, et nous ne considérons donc pas les décisions qui ont été prises sans notre participation comme contraignantes. »
Cela signifie, en pratique, que Moscou « ne peut pas autoriser le passage sans entrave de navires sans notre inspection. » La question cruciale est de savoir comment et où ces inspections seront effectuées – la Russie ayant averti l'ONU qu'elle inspecterait certainement les cargos secs en mer Noire.
De son côté, l'ONU a tenté de faire bonne figure, estimant que la suspension de la Russie est « temporaire » et se réjouissant d'accueillir à nouveau « son équipe hautement professionnelle » au Centre commun de coordination.
Selon le chef de l'action humanitaire, Martin Griffiths, l'ONU se déclare également « prête à répondre aux préoccupations ». Et il faut que ce soit bientôt, car l'accord atteint son point de prolongation de 120 jours le 19 novembre.
Eh bien, « répondre aux préoccupations » n'est pas exactement le cas. Le représentant permanent adjoint de la Russie, Dmitry Polyansky, a déclaré que, lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, les pays occidentaux ne pouvaient tout simplement pas nier leur implication dans l'attaque de Sébastopol ; au lieu de cela, ils ont tout simplement accusé la Russie.

JUSQU'À ODESSA

Avant son entretien téléphonique avec Erdogan, Poutine avait déjà souligné que « 34% des céréales exportées dans le cadre de l'accord vont à la Turquie, 35% aux pays de l'UE et seulement 3 à 4% aux pays les plus pauvres. Est-ce pour cela que nous avons tout fait ? »
C'est exact. Par exemple, 1,8 million de tonnes de céréales sont allées en Espagne, 1,3 million de tonnes en Turquie et 0,86 million de tonnes en Italie. En revanche, seulement 0,067 tonne est allée au Yémen « affamé » et 0,04 tonne à l'Afghanistan « affamé ».
Poutine a précisé que Moscou ne se retirait pas de l'accord sur les céréales, mais qu'elle avait seulement suspendu sa participation.
Dans un autre geste de bonne volonté, Moscou a annoncé qu'elle était disposée à expédier gratuitement 500 000 tonnes de céréales aux nations les plus pauvres, afin de remplacer la quantité intégrale que l'Ukraine aurait dû être en mesure d'exporter.
Pendant tout ce temps, Erdogan a habilement manœuvré pour donner l'impression qu'il occupait le terrain le plus élevé : même si la Russie se comporte de manière « indécise », comme il l'a défini, nous poursuivrons l'accord sur les céréales.
Il semble donc que Moscou ait été mis à l'épreuve – par l'ONU et par Ankara, qui se trouve être le principal bénéficiaire de l'accord sur les céréales et profite clairement de ce corridor économique. Des navires continuent de partir d'Odessa vers les ports turcs – principalement Istanbul – sans l'accord de Moscou. On s'attendait à ce qu'ils soient « filtrés » par la Russie à leur retour à Odessa.
Le moyen de pression russe immédiat a été déclenché en un rien de temps : empêcher Odessa de devenir un nœud d'infrastructures terroristes. Cela signifie des visites constantes par des missiles de croisière.
Eh bien, les Russes ont déjà « visité » la base d'Ochakov occupée par Kiev et les experts britanniques. La base d'Ochakov, située entre Mikolaïv et Odessa, a été construite en 2017, avec une contribution américaine importante.
Les unités britanniques qui ont participé au sabotage des Nord Streams – selon Moscou – sont les mêmes qui ont planifié l'opération Sébastopol. Ochakov est constamment espionné et parfois frappé depuis des positions que les Russes ont dégagées le mois dernier à seulement 8 km au sud, à l'extrémité de la péninsule de Kinburn. Et pourtant, la base n'a pas été totalement détruite.
Pour renforcer le « message », la véritable réponse à l'attaque de Sébastopol a été cette semaine les « visites » incessantes de l'infrastructure électrique de l'Ukraine ; si elles sont maintenues, la quasi-totalité de l'Ukraine sera bientôt plongée dans le noir.

FERMETURE DE LA MER NOIRE

L'attaque de Sébastopol a peut-être été le catalyseur d'une manœuvre russe visant à fermer la mer Noire – Odessa devenant une priorité absolue pour l'armée russe. Dans toute la Russie, on se demande sérieusement pourquoi Odessa, ville russophone, n'a pas fait l'objet d'une attaque ciblée auparavant.
L'infrastructure de pointe des forces spéciales ukrainiennes et des conseillers britanniques est basée à Odessa et Mikolaïv. Maintenant, il ne fait aucun doute qu'elles seront détruites.
Même si, en théorie, l'accord sur les céréales est à nouveau sur les rails, il est vain d'attendre de Kiev qu'il respecte les accords. Après tout, chaque décision importante est prise soit par Washington, soit par les Britanniques de l'OTAN. Tout comme le bombardement du pont de Crimée, puis des Nord Streams, l'attaque de la flotte de la mer Noire a été conçue comme une sérieuse provocation.
Les brillants concepteurs semblent toutefois avoir un QI inférieur à la température des réfrigérateurs : chaque réponse russe plonge toujours davantage l'Ukraine dans un trou inéluctable – et désormais littéralement noir.
L'accord sur les céréales semblait être une sorte de gagnant-gagnant. Kiev ne contaminerait plus les ports de la mer Noire après leur déminage. La Turquie est devenue une plaque tournante du transport de céréales pour les nations les plus pauvres (en fait, ce n'est pas ce qui s'est passé : le principal bénéficiaire a été l'UE). Et les sanctions contre la Russie ont été allégées pour l'exportation de produits agricoles et d'engrais.
Il s'agissait, en principe, d'un coup de pouce pour les exportations russes. En fin de compte, cela n'a pas fonctionné car de nombreux acteurs s'inquiétaient d'éventuelles sanctions secondaires.
Il est important de rappeler que l'accord sur les céréales de la mer Noire est en fait constitué de deux accords : Kiev a signé un accord avec la Turquie et l'ONU, et la Russie a signé un accord distinct avec la Turquie.
Le couloir pour les transporteurs de céréales ne fait que 2 km de large. Les dragueurs de mines se déplacent en parallèle le long du couloir. Les navires sont inspectés par Ankara. Donc l'accord Kiev-Ankara-ONU reste en place. Il n'a rien à voir avec la Russie – qui, dans ce cas, n'escorte ni n'inspecte les cargaisons.
Ce qui change avec la Russie qui « suspend » son propre accord avec Ankara et l'ONU, c'est qu'à partir de maintenant, Moscou peut procéder comme bon lui semble pour neutraliser les menaces terroristes et même envahir et prendre le contrôle des ports ukrainiens : cela ne représentera pas une violation de l'accord avec Ankara et l'ONU.
Donc, à cet égard, cela change la donne.
Il semble qu'Erdogan ait parfaitement compris les enjeux et qu'il ait dit à Kiev, en termes très clairs, de bien se comporter. Rien ne garantit cependant que les puissances occidentales ne lanceront pas une nouvelle provocation en mer Noire. Ce qui signifie que tôt ou tard – peut-être au printemps 2023 – le général Armageddon devra se montrer à la hauteur. Cela signifie qu'il faudra avancer jusqu'à Odessa.

Mondialisation.ca

MANŒUVRES DE SÉOUL ET DE WASHINGTON

Pyongyang promet une réponse «écrasante»

La Corée du Nord a une nouvelle fois promis de réagir très fermement aux exercices conjoints des Etats-Unis et de la Corée du Sud, alors que les tirs de missiles et les déploiements d'avions de combats se sont multipliés ces dernières semaines.



La Corée du Nord a promis le 7 novembre une réponse «soutenue, ferme et écrasante» aux exercices militaires conjoints américano-sud-coréens, après une série record de tirs de missiles ces derniers jours. Ce nouvel avertissement de Pyongyang intervient en réponse à l'exercice «Vigilant Storm» («Tempête Vigilante »), à l'occasion duquel Séoul et Washington organisent de grandes manœuvres aériennes conjointes. Dans un communiqué, l'état-major général de l'Armée populaire coréenne (APC) a affirmé que cette dernière continuerait à «répondre à tous les exercices de guerre anti-RPDC [République populaire démocratique de Corée] de l'ennemi par des mesures militaires pratiques soutenues, résolues et écrasantes», comme l'a rapporté l'agence nord-coréenne KCNA. L'APC a notamment annoncé avoir lancé des missiles balistiques tactiques simulant des attaques contre des bases aériennes et s'être exercée à abattre des avions ennemis. Un missile balistique a été tiré pour tester «une ogive fonctionnelle spéciale paralysant le système de commandement des opérations de l'ennemi», toujours selon la même source, qui n'a pas donné davantage de détails sur cette arme. La Corée du Nord promet une réponse «approfondie et impitoyable» Les images des opérations militaires nord-coréennes diffusées le 7 novembre par l'agence KCNA montrent des missiles tirés depuis divers endroits non divulgués, dont certains à partir de lanceurs mobiles. Pendant que les exercices de «Vigilant Storm» se déroulaient, la Corée du Nord a tiré plusieurs dizaines de missiles balistiques en mer la semaine précédente, dont l'un est tombé à proximité des eaux territoriales du Sud. Le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a alors dénoncé une «invasion territoriale de fait». Ces essais de missiles, qui se sont accompagnés de tirs de barrage d'artillerie, étaient une «réponse claire» aux exercices conjoints américano-sud-coréens, ajoute le communiqué nord-coréen. L'état-major de la RPDC a qualifié «Vigilant Storm» de «provocation destinée à faire monter intentionnellement la tension dans la région». L'armée de l'air nord-coréenne a également mené une «opération de sortie de combat à grande échelle», qui aurait impliqué 500 avions, selon l'agence KCNA. Cette mobilisation a incité la Corée du sud à déployer des avions de combat le 4 novembre. Le même jour, Séoul a lancé son exercice militaire annuel simulé par ordinateur baptisé «Taegeuk», qui vise à améliorer sa capacité à répondre aux diverses menaces nord-coréennes, d'après l'agence de presse basée à Séoul Yonhap. «Plus les provocations militaires de l'ennemi se poursuivront, plus l'Armée populaire de Corée les contrera de manière approfondie et impitoyable», conclut le communiqué en guise d'avertissement. Des centaines d'avions de guerre américains et sud-coréens, dont des bombardiers lourds B-1B, ont participé aux exercices «Vigilant Storm» du 31 octobre au 5 novembre. C'était la première fois que des B-1B se rendaient dans la péninsule coréenne depuis décembre 2017. Selon l'état-major sud-coréen, ces manœuvres étaient destinées à démontrer la «capacité et la préparation à répondre fermement à toute provocation de la Corée du Nord». Pyongyang n'exclut pas une frappe nucléaire Les exercices conjoints de Séoul et de Washington suscitent systématiquement de vives réactions de la part de la Corée du Nord, qui les considère comme des répétitions générales à une invasion de son territoire ou à une tentative de renversement de son gouvernement. En septembre, la Corée du Nord avait révisé sa doctrine nucléaire pour s'autoriser à mener des frappes préventives en cas de menace existentielle contre le pays. Si le «système de commandement et de contrôle [nucléaire de la Corée du Nord est] mis en danger par une attaque de forces hostiles, une frappe nucléaire sera lancée automatiquement et immédiatement», précise la nouvelle doctrine. Séoul et Washington ont alerté à plusieurs reprises quant à la possibilité de voir Pyongyang effectuer prochainement un essai nucléaire, qui serait le septième de son histoire et le premier depuis 2017.

R. I.

UKRAINE

La Commission européenne prévoit une nouvelle aide financière

URSULA von der Leyen envisage une enveloppe supplémentaire de 18 milliards d'euros d'aide à Kiev pour 2023, appelant d'autres grands donateurs à fournir le même effort que l'Union européenne. La présidente de la Commission européenne va proposer cette semaine une nouvelle aide financière à l'Ukraine, rapporte Euronews, afin de permettre au pays de couvrir une partie de ses besoins pour 2023. L'annonce d'Ursula von der Leyen intervient après une conversation téléphonique avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky le 6 novembre. Ce soutien financier pourrait s'élever à 1,5 milliard d'euros par mois, soit un total de 18 milliards d'euros sur l'année. Cette aide devrait prendre la forme de prêts à long terme aux conditions financières avantageuses, et pourrait contribuer à soutenir les réformes à mener en Ukraine en vue de son adhésion à l'Union européenne, précise un communiqué de la Commission. Cette enveloppe devrait être assortie d'un soutien similaire de la part d'autres grands donateurs, estime Ursula von der Leyen, qui a confirmé la poursuite de l'aide humanitaire fournie par Bruxelles et, de manière plus générale, le soutien à long terme de l'UE à Kiev. Au cours de leur conversation téléphonique, Ursula von der Leyen et Volodymyr Zelensky ont évoqué la nécessité pour l'Ukraine de parvenir à exporter ses céréales, ainsi que la possibilité de renforcer les sanctions contre la Russie. Cette dernière a annoncé le 2 novembre la reprise de sa participation à l'accord d'Istanbul sur l'exportation des céréales ukrainiennes et russes, après avoir obtenu l'engagement de l'Ukraine de ne pas utiliser «le corridor humanitaire maritime» pour attaquer son territoire, suite à l'assaut mené contre la flotte de la mer Noire à Sébastopol le 29 octobre. Le déficit ukrainien pourrait frôler les 40 milliards de dollars en 2023 Le 25 octobre, le président ukrainien avait réclamé, lors d'une conférence consacrée à la reconstruction de l'Ukraine tenue à Berlin, un effort financier considérable pour couvrir un déficit budgétaire estimé à 38 milliards de dollars en 2023. S'exprimant depuis Kiev, Volodymyr Zelensky avait exhorté les participants à «prendre une décision pour boucher le trou du déficit du budget ukrainien». Le chancelier allemand Olaf Scholz avait appelé à «commencer maintenant» cette reconstruction, estimant qu'il s'agissait de «rien de moins que de créer un nouveau plan Marshall pour le XXIe siècle». La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, avait cité des chiffres de la Banque mondiale selon lesquels le coût des dégâts subis par l'Ukraine s'élèverait à environ 350 milliards d'euros (345 milliards de dollars). «C'est assurément plus que ce qu'un pays ou une union peut fournir seul. Nous avons besoin de tout le monde sur le pont», avait-elle déclaré. Depuis 2014, l'UE a fourni plus de 5 milliards d'euros à l'Ukraine dans le cadre de plusieurs programmes d'«assistance macrofinancière», afin de soutenir la mise en œuvre d'un vaste programme de réformes dans des domaines tels que la lutte contre la corruption, la mise en place d'un système judiciaire indépendant, l'Etat de droit et l'amélioration du climat des affaires. Ce soutien s'est notoirement amplifié depuis le début du conflit en février : selon les chiffres de la Commission, le montant de l'assistance pourrait atteindre 10 milliards d'euros pour la seule année 2022.

R. I.

ETUDE DES MANUSCRITS PAR LES CHERCHEURS À TLEMCEN

Des projets pour faciliter les recherches scientifiques

Un projet visant à faciliter la réalisation de recherches scientifiques par les étudiants et les universitaires dans le domaine de l'étude des manuscrits, a été nouvellement lancé par l'annexe du Centre national de Tlemcen, a fait savoir, hier, le directeur de la même annexe.



Mohamed El-Arkoub a indiqué que ce projet dénommé « La bibliothèque des manuscrits » a été lancé en septembre dernier dans le cadre d'un accord de travail et de coopération avec les propriétaires des fonds de manuscrits de l'ouest du pays afin de faciliter l'accès aux manuscrits par les chercheurs, les étudiants et les personnes intéressées par ce patrimoine. L'équipe de recherche de cette annexe supervise la collecte de manuscrits provenant des fonds situés dans plusieurs wilayas de l'ouest du pays afin qu'ils puissent être étudiés par des spécialistes. Ces manuscrits traitent des thèmes de l'interprétation, de la logique, de la littérature et de l'histoire, ainsi que le Coran, avant qu'ils ne soient restitués à leurs propriétaires selon la même source.

Une salle spéciale a été équipée de tout le matériel de conservation moderne afin d'offrir des conditions favorables à l'étude des manuscrits par les chercheurs. L'annexe en question relève du Centre national des manuscrits d'Adrar. Elle est chargée de l'inventaire, du catalogage, de la protection et de la conservation des manuscrits dans cinq wilayas de l'ouest du pays. Depuis sa création en 2014, elle a inventorié et répertorié 35 fonds de manuscrits avec un total de plus de 800 manuscrits à travers les wilayas d'Aïn Temouchent, Saïda, Oran, Relizane et Tlemcen, rappelle-t-on. **R.R**

MÉDÉA

Développement des zones d'ombre

TREIZE MILLIARDS de DA, ont été destinés aux habitants des zones d'ombre afin d'améliorer les conditions de vie, tel est le montant recensées au niveau de la wilaya de Médéa, a déclaré, hier, le wali à l'ouverture de la 3e session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Les fonds injectés pour l'amélioration des conditions de vie des populations résidants au niveau de ces zones d'ombre ont connu une évolution « substantielle », au cours des trois dernières années, passant de 3,5 milliards de DA à 13 milliards de DA, a expliqué le chef de l'exécutif local, Djahid Mous. Ces fonds ont permis, selon le wali, de prendre en charge pas moins de 381 zones d'ombre à travers la mise en œuvre d'un programme de « mise à niveau destiné à corriger les insuffisances » enregistrées dans de nombreux domaines, en particulier l'alimentation en eau potable et l'assainissement, a-t-il fait savoir.

Sur les 955 opérations de développement inscrites au profit de ces zones, 881 projets ont été réalisés à ce jour, soit plus de 90% de la totalité du programme qui leur a était affecté, a ajouté le responsable, précisant que le reste des opérations, au nombre de 74, sera achevé et exploité avant la fin de l'année en cours.

Les membres de l'Assemblée populaire de wilaya ont approuvé, lors de cette session, le budget primitif de l'exercice 2023 qui s'élève à 1,2 milliard de DA, en hausse de 23% par rapport au budget du précédent exercice, estimé à 985 millions de DA, selon les informations fournies par les responsables de la direction de l'administration locale. **R.R**

CONTREBANDE À TAMANRASSET

Saisie d'importantes quantités de denrées alimentaires

LES SERVICES des Douanes ont saisi d'importantes quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande dans la wilaya de Tamanrasset, a indiqué hier, un communiqué de la Direction générale des Douanes algériennes (DGDA). « Dans le cadre des efforts continus des services opérationnels des brigades de Douanes pour lutter contre la contrebande, sous toutes ses formes, les agents de la brigade régionale mobile de lutte contre la contrebande et la brigade mobile relevant de l'inspection divisionnaire des douanes de Tamanrasset ont saisi deux camions chargés d'importantes quantités de denrées alimentaires dont 500 sacs de farines (25kg), 376 sacs de farine (50 kg), 436 sacs de semoule (25 kg) et 180 cartons de pâtes (10 kg/carton) », précise le communiqué. « Cette opération consacre la disponibilité et la mobilisation totale des agents des douanes algériennes pour l'application des directives des hautes autorités en vue de protéger le marché national et assurer au citoyen un approvisionnement continu en produits alimentaires », conclut la ême source. **R.R**

ORAN

Des projets pour régler le problème de l'alimentation col

UNE ENVELOPPE de 1.7 milliards DA a été dégagée pour financer plusieurs projets dans le but de régler les problèmes de l'alimentation en eau de la commune de Tafraoui située à daïra d'Oued Tlélat dans la wilaya d'Oran, dont un projet de connexion avec le système MAO, a indiqué, hier, le directeur local des ressources en eau, Azzedine Felfeli.

Ce projet qui consiste à connecter le réseau de l'alimentation en eau potable (AEP) de la commune de Tafraoui avec le système Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), a précisé ce responsable. Ce projet devrait être réceptionné en 2023, a fait savoir M. Felfeli, ajoutant qu'il s'agit d'un projet qui réglera le problème de l'AEP dans la commune de Tafraoui mais également dans sa zone industrielle.

S'agissant de la bourgade de Sidi Ghalem, considérée comme l'une des zones d'ombre recensées à Oran, il y a quelques années, M. Felfeli a assuré qu'elle sera alimentée en eau, à partir de trois forages.

Un premier forage a déjà été équipé tout récemment et deux autres sont en cours de réalisation. Le taux de réalisation de chacun des deux forages est estimé à 30%. Leur finalisation est prévue dans un délai de six mois, précise-t-on de même source.

Les trois forages, en plus du projet de connexion au système MAO, seront en mesure d'assurer l'alimentation en eau potable dans la commune de Tafroui au courant de l'année 2023, a-t-on encore affirmé.

R.R

SAISON AGRICOLE 2022-2023 À SIDI BEL ABBÈS

Bonne récolte attendue

UNE PRODUCTION de plus de 1,8 million de quintaux de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès au titre de la saison agricole 2022-2023, a fait savoir la direction des services agricoles (DSA).

Cette production attendue sera constituée de plus de 630.000 quintaux de blé dur, plus de 360.000 qx de blé tendre, plus de 780.000 qx d'orge et 75.000 qx d'avoine, a indiqué la même source.

Dans le cadre de la campagne de labours-semailles, lancée fin octobre dernier, une superficie de plus de 160 000 hectares a été réservée à la céréaliculture, dont 53 000 has destinés au blé dur, 30 000 has au blé tendre, plus de 71 000 has pour l'orge et 7 500 has pour l'avoine.

La production de céréales de différentes variétés dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes a dépassé 1,2 million de quintaux, lors de la campagne de moissons-battage de la campagne agricole écoulée.

R. R.

DEUXIÈME FESTIVAL INTERNATIONAL DU MONODRAME FÉMININ

Dix spectacles à l'affiche à El Oued

Dix (10) pièces de théâtre montées par onze (11) troupes arabes et étrangères ont été sélectionnées pour la seconde édition du festival international du monodrame féminin ouverte dans la wilaya d'El-Oued.

Cette manifestation culturelle, inaugurée samedi soir, regroupe six jours durant, des dramaturges et artistes issus des pays arabes et étrangers, dont l'Algérie (pays hôte), la Palestine, l'Egypte, la Tunisie, la Libye, la Belgique et la France, ainsi que la Jordanie en tant qu'invité d'honneur, a affirmé le directeur du festival, Nabil Messai Ahmed.
La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présentation de la pièce «Komaicha» (Poignée) de la coopérative des arts et culture de la wilaya de Sétif, mise en scène par Toufik Mezghache, du texte de Moubani Mansour et Youcef Ancer, interprété par la dramaturge Noussaiba Attout.
Ce spectacle décrit, une heure durant, le difficile quotidien d'une jeune fille aux besoins spécifiques, sa détermination à surmonter son infirmité et ses déboires d'une monotonie vécue et rythmée par des tâches ménagères que lui assigne sa mère malgré son infirmité sans, pour autant, prendre en considération la position de sa fille handicapée, étudiante serrée entre le marteau et l'enclume, voire partagée entre le ménage domestique et ses études universitaires. Approchée par l'APS, la dramaturge Noussaiba, a indiqué que «cette œuvre théâtrale simule le vécu de la personne handicapée dans une famille et une société à l'esprit étroit entravant l'épanouissement et la promotion de la vie des personnes aux besoins spécifiques qui, armées d'une volonté ardente, relèvent le défi pour atteindre le succès et changer, en positif, la vision de la société à l'égard de cette personne».
Le programme de cette manifestation culturelle prévoit, ainsi, dix pièces théâtrales retenues, dont l'Algérie sera représentée à ce festival par deux (2) œuvres traitant le quotidien du citoyen, dont «Mira» de la troupe Mosaïque, «Meriouma» de la coopérative «Aniss», a expliqué M. Messai.
La Tunisie devra présenter deux spectacles, en l'occurrence «Gamra» de la société Douroube El-Intaj et «Ma Maleket» de l'association nationale culturel des arts, alors que la Libye sera représentée par l'œuvre «Bokae Mona Lisa» de la troupe théâtrale indépendante.
«Imraa Whida» (femme seule) de la troupe théâtrale nationale «Kanâane» est la pièce prévue par la troupe Palestinienne à ce prochain festival qui enregistre également la participation de l'Egypte avec un monodrame «Sourat Maria» de la troupe «One-Mind» et le Yémen avec le spectacle «Kamar» animé par la troupe «Molière».
D'autres troupes européennes représentant la France et la Belgique prennent part à ce festival qui donnera lieu également à l'animation des ateliers de formation en direction des amateurs du monodrame, cinéma, l'écriture du scénario, le monologue et la mise en scène, encadrées par des spécialistes du monodrame des pays arabes, ainsi que des spectacles pour enfants et du théâtre de rue.
Dédiée en hommage à titre posthume à la comédienne algérienne Aicha Adjouri, connue sous le nom de Kelthoum, cette seconde manifestation internationale est abritée par la maison de la culture Mohamed Lamine Lamoudi de la ville d'El-Oued.

TLEMCEN

Lancement de la 8e édition du concours de court métrage à Tlemcen

LA 8ÈME ÉDITION du concours de court métrage a été lancée, dimanche au palais de la culture «Abdelkrim Dali» de Tlemcen sous le slogan «L'image raconte», avec la participation de 11 œuvres représentant de différentes wilayas.
Lors de l'ouverture de cette compétition, organisée par le même établissement culturel, Abdelmadjid Djabbour, responsable du ciné-club du palais de la culture, a indiqué que la manifestation permet aux participants d'échanger des expériences, de se frotter aux spécialistes, de mettre en lumière les principes de production de courts métrages et corriger certaines erreurs qui amènent le réalisateur à s'écarter de l'idée principale du film.
Il a souligné que le court métrage a connu un essor remarquable, ces dernières années, grâce à l'évolution des techniques et du matériel audiovisuel, à l'envie d'agir des jeunes amateurs et à leur désir d'intégrer le monde du 7ème art par cette fenêtre qui leur permet de se former et acquérir progressivement de l'expérience dans le domaine de la réalisation et du tournage. La cérémonie d'ouverture de cet événement d'une journée a vu la projection du court métrage «El Merara» (l'Amertume) du réalisateur Mourad Khan, qui raconte l'histoire de la violence contre les femmes au cours de la vie conjugale, ainsi que la présentation du court métrage «La cité de la paix» de Zakaria Aliouat, qui traite de l'histoire et des monuments d'Annaba.
Cette édition, qui se tient en coordination avec le ciné-club du palais de la culture et l'association de la maison de jeunes «Ali Bekkar» de Tlemcen, enregistre la participation de cinéastes amateurs des wilayas d'Oran, Sidi Bel Abbes, Tissemsilt, Alger, Skikda, Boumerdès, Batna, Annaba et Médéa à travers des travaux sur différents sujets de société.
Les films en compétition sont évalués par un jury composé de critiques, de réalisateurs et d'universitaires spécialisés dans le septième art, a déclaré à l'APS la principale conseillère culturelle au palais de la culture «Abdelkrim Dali» en charge du département cinéma et audiovisuel, Hasnia Amthir.
Elle a précisé que les trois premières œuvres seront couronnées du prix de la meilleure réalisation, basé sur plusieurs critères, dont la méthode de tournage, la performance des acteurs et dans quelle mesure le sujet, la durée et le message du film sont respectés.

ORAN

Ouverture du festival culturel national des élèves des écoles d'arts et des jeunes talents

LA 8ÈME ÉDITION du festival culturel national des élèves des écoles d'arts et des jeunes talents a débuté, dimanche soir, au théâtre régional «Abdelkader Alloula» d'Oran, en présence de plus de 100 jeunes participants venus de différentes wilayas du pays.
Le représentant de la ministre de la Culture et des Arts, Amrani Nabil, également directeur de l'école des beaux-arts d'Alger, qui a donné le coup d'envoi de cette manifestation au nom de la ministre du secteur, Mme Soraya Mouloudji, a salué la relance de ce festival qui s'intéresse aux jeunes talents.
Il a également rappelé les directives de la ministre de la Culture et des Arts de reconsidérer les programmes pédagogiques des écoles et des établissements de formation sous tutelle, ce qui permettra de lancer le débat autour des spécialistes dans le cadre d'une stratégie pour un système complémentaire de formation des jeunes talents créatifs.
Ce rendez-vous culturel, rétabli par le ministère après une absence de sept ans, vise à élargir les échanges entre professeurs et étudiants et à renforcer les compétences des jeunes talents, a souligné le commissaire du festival, Hachemi Ameur, dans une allocution prononcée à cette occasion.
La cérémonie d'ouverture de cette édition, tenue sous le slogan «Novembre avec de nouveaux yeux artistiques» a été marquée par la présentation d'un spectacle épique «L'Histoire de mon pays» mis en scène par Tekiret Mohamed et produit par la troupe de théâtre de Mostaganem. Cette œuvre artistique marquée par des chants patriotiques, retrace l'histoire de l'Algérie à travers les âges jusqu'à la glorieuse Guerre de libération et le recouvrement de la souveraineté nationale.
Dans le cadre de ce festival organisé au titre de la célébration du 60ème anniversaire de l'indépendance nationale, plusieurs ateliers ont été lancés, dans la matinée au théâtre régional «Abdelkader Alloula» pour former les élèves des écoles des beaux-arts et les jeunes talents aux spécialités de la calligraphie arabe, du dessin, des arts plastiques, de la danse, de l'expression corporelle, du théâtre et du Fashion Design, en cadrés par des professeurs spécialisés. Au cours de cette manifestation, devant se poursuivre jusqu'au 9 novembre courant, une exposition des travaux des élèves des écoles des beaux-arts sont programmés à la Maison de la Culture «Zeddour Ibrahim Belkacem» ainsi que des conférences sur le thème de l'importance de la formation artistique dans le secteur de la culture ainsi qu'une table-ronde et un hommage aux artistes plasticiens, du théâtre et de la musique, en plus d'autres activités artistiques.
Cette manifestation, organisée sous le patronage du ministère de la Culture et des Arts et de la wilaya d'Oran, en collaboration avec la direction de la culture de la wilaya enregistre la participation de différentes écoles des beaux-arts, des conservatoires de musique régionaux et ses annexes, ainsi que l'Institut national supérieur des arts dramatiques de Bordj El Kiffane d'Alger.

MASCARA

Ouverture des Premières journées théâtrales «la voix de Novembre»

LA PREMIÈRE édition des journées théâtrales, qui se tiennent sous le slogan «La voix de novembre», a été ouverte, dimanche, au théâtre régional «Bachir Zahaf» de Mascara et ce, dans le cadre de la commémoration du 68eme anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de libération.
La journée inaugurale de cette manifestation initiée par le théâtre régional, a été marquée par la présentation de la pièce pour adultes «El Meddah», de l'association culturelle du théâtre et des arts de Mostaganem, écrite et mise en scène par Ahmed Sahraoui.
Cette œuvre traite du personnage de Hadj Ahmed El Meddah qui relate l'histoire de trois jeunes qui ont rejoint l'armée de libération nationale et sont tombés au champ d'honneur dans une bataille contre l'armée coloniale.
Le programme de cette édition de cinq jours comprend la présentation de plusieurs pièces telles «Othello El Ghaiyar», «Sindbad» du théâtre régional «Abdelkader Alloula» d'Oran, «Ghania Sahira» de l'association «Erricha» de Relizane et «Hikaya Ghaya» du TR de Mascara, selon les organisateurs.
Les enfants seront au rendez-vous lors de cette manifestation avec des spectacles récréatifs animés par l'association culturelle «El Masrah oua El Fen» de Mostaganem.

FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE PROFESSIONNEL

La quinzième édition du 22 au 31 décembre

LE COMMISSARIAT du Festival national du théâtre professionnel (FNTP) a annoncé dans un communiqué, samedi, sur sa page officielle, l'organisation de la 15e session du Festival, du 22 au 31 décembre prochain, au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) à Alger.
La 15e édition du FNTP portera le nom de l'artiste moudjahid, membre de la troupe du Front de libération nationale (FLN), Taha El Amri.
Pour rappel, le FNTP avait lancé, à la mi-septembre, un appel à participation à la 15e édition du concours du meilleur texte de théâtre, dans l'objectif d'encourager les dramaturges algériens et leur ouvrir la voie à la compétition sur l'écriture dramatique.
Les résultats seront annoncés lors de la tenue de la 15e édition du FNTP.
Le meilleur texte sera produit par le Théâtre national Algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) ou d'autres théâtres régionaux qui prendront part, à leur tour, avec leurs dernières productions au FNTP.

JEUNESSE : «LES ACTIVITÉS JUVÉNILES, L'UNE DE NOS PRIORITÉS» AFFIRME LE MJS, M. SEBGAG

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, Abderezzak Sebgag, a affirmé dimanche que les activités juvéniles «constituent l'une de nos priorités», ajoutant que toute action de développement en faveur de cette catégorie s'inscrit dans le cadre des orientations données par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à cet effet. Répondant aux membres de la Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen du projet de loi de Finances (PLF) 2023, le ministre a indiqué que «les différentes activités liées aux jeunes figurent parmi nos priorités, car toute action de développement en faveur de cette catégorie s'inscrit dans le cadre des orientations données par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à cet effet». Le Plan national de la Jeunesse (PNJ) englobe plus de 70 mesures destinées à cette catégorie dans divers secteurs, a-t-il indiqué, ajoutant que l'Etat a accordé un appui important au Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ) pour 2023 en tant qu'organe consultatif et force de proposition pour le Gouvernement, de même qu'il est souhaitable de procéder à la révision de la nomenclature relative aux jeunes. Pour M. Sebgag, cette nomenclature «doit répondre aux aspirations des jeunes» (numérisation et introduction des technologies modernes dans toutes les activités). A ce propos, le représentant du Gouvernement a insisté sur l'implication des associations juvéniles, en tant que partenaire actif, dans la gestion pédagogique, précisant qu'il s'agit jusqu'à présent de plus de 800 maisons de jeunes confiées à ces associations, à condition que celles-ci proposent des programmes à valeur ajoutée pour la société. Par ailleurs, M. Sebgag a annoncé l'élaboration prochaine d'une «stratégie dans le cadre du PNJ» devant s'étendre sur trois années à partir de 2023, en collaboration avec une organisation de développement internationale à l'étranger, avec l'association des acteurs du mouvement associatif concernés». Pour rappel, le ministère de la Jeunesse et des Sports a procédé récemment à l'insertion professionnelle de plus de 18.000 jeunes dans le cadre des différentes formules d'emploi, selon le premier responsable du secteur.

NATATION-CHAMPIONNAT DE FRANCE : RECORD D'ALGÉRIE DU 200 M 4 NAGES POUR SYOUD

LE NAGEUR algérien Jaouad Syoud a réalisé un nouveau record d'Algérie du 200 m 4 nages, dimanche soir lors de la 4è et dernière journée du Championnat de France (Open d'hiver - petit bassin) organisé à Chartes en France, et qui est qualificatif aux Mondiaux-2022 de Melbourne. Syoud, sociétaire de l'Olympic Nice natation, a réalisé le chrono de 1mn 57s 66c lors des séries B, améliorant ainsi l'ancien record d'Algérie (1mn 57s 67c) qu'il avait réalisé aux championnats arabes d'Abu Dhabi en octobre 2021. Djaouad Syoud a, par la suite, remporté la finale B du 200 m 4 nages en 1mn 57s 84c. La finale A de cette épreuve a été gagnée par le Français Emilien Mattenet en 1mn 56s 30c. Lors de la journée précédente, samedi, Djaouad Syoud avait battu le record d'Algérie du 400 m 4 nages en 4mn 12s 16c en remportant la finale B. L'ancien record, 4mn 12s 73c, lui appartenait également depuis les championnats arabes d'Abu Dhabi en octobre 2021. Dans cette même compétition en France, le nageur algérien de 23 ans avait réussi en outre, à réaliser deux autres records d'Algérie, au 100 m 4 nages et au 200 m brasse. Sur le 100m quatre nages, le sociétaire de l'Olympique de Nice a pris la première place de la finale B, avec un chrono de (54.13), améliorant l'ancien record d'Algérie (54.36), qui était déjà en sa possession. Sur 200m brasse, Syoud a réalisé un temps de (2 :09.44) lors des séries de qualification. Avec ce chrono, le nageur algérien améliore également son ancien record national de la spécialité. Outre Syoud, cinq autres nageurs algériens évoluant en France ont pris part à l'Open d'hiver en petit bassin : Ramzi Chouchar, Nazim Benbara, Lounis Khendriche, Sofiane Achour Talet et Meriem Tebbal

RELATION ENTRE LES JOURNALISTES ET LES INSTANCES SPORTIVES :

L'Impératif d'une charte d'éthique

Les participants à la table ronde sur « La relation de travail entre les instances sportives et les médias » ont été unanimes à souligner l'impératif d'élaborer une charte d'éthique définissant cette relation en vue d'instaurer une complémentarité entre les différentes parties, pour proposer un service meilleur et un plus grand professionnalisme.



Cette rencontre, organisée conjointement par l'Organisation nationale des journalistes sportifs (ONJSA), en coopération avec le Comité olympique et sportif algérien (COA), samedi à la salle de conférence de l'École nationale supérieure en science et technologie du sport (ENS/STS) de Dély Ibrahim (Alger), a vu la présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezzak Sebgag, du président du COA, Abderrahmane Hammad, et de nombre de journalistes sportifs, en plus de présidents de Fédérations sportives, de représentants de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), de la Gendarmerie nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur, avec un groupe d'analystes sportifs. Dans son allocution prononcée à l'ouverture de cette conférence, Abderrahmane Hammad a affirmé l'importance de cette conférence, dont la tenue était indispensable, au vu des propositions à même d'améliorer la relation actuelle entre la presse et les instances sportives officielles et les fédérations. « La relation entre ces différentes parties est d'autant plus professionnelle et complémentaire qu'elle tend à transmettre la bonne information pour éviter les intox », a-t-il ajouté, indiquant que « c'est notre devoir en tant qu'acteurs et institutions dans le mouvement sportif de communiquer avec le journaliste afin de sélectionner la bonne information, ainsi éclairant l'opinion publique sportive et évitant toute réaction mal à propos ». De son côté, le ministre de la Jeunesse et des Sports a estimé que la presse demeure un « partenaire essentiel » et « incontournable ». Le ministre a également précisé que « le journaliste a la responsabilité de bien transmettre l'image, notamment dans notre système environnemental dans lequel chacun doit se démarquer par son professionnalisme et son patriotisme, sachant que le métier de journaliste jouit d'une éthique au vu de l'impact direct qu'il a dans la création de l'opinion, portant une responsabilité juridique et nationale ». « Quand bien même il s'agit de parler des points faibles, l'objectif est de faire mieux, grâce à une critique objective, puisque la presse est un service, mais aussi une relation complémentaire et participative », a poursuivi le même responsable. Concernant le « manque flagrant » constaté dans le travail des cellules de communication de nombreuses fédérations sportives, M. Sebgag a reconnu l'existence de ce problème dans certaines fédérations, soulignant la nécessité d'engager une réflexion pour y remédier. Il a notamment appelé à faire preuve de professionnalisme dans la diffusion des informations et à faciliter l'accès à ces informations. Le ministre a proposé, à cet égard, la création d'une plateforme au niveau du ministère ou du Comité olympique et sportif algérien (COA), pour permettre aux journalistes d'accéder aux informations qu'ils recherchent auprès des instances sportives et des fédérations, estimant qu'une telle plateforme améliorera les relations entre les différentes parties. La rencontre a également été un espace ouvert de dialogue et d'échange entre les différents acteurs concernés, dans l'objectif de sortir avec des propositions à même de renforcer la relation de travail entre la presse sportive et l'ensemble des instances régissant le sport national. Dans leurs interventions, les participants ont mis en avant le rôle important que la presse a toujours joué dans le développement du mouvement sportif national, la qualifiant de « partenaire essentiel ». À cette occasion, le président de l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), Youcef Tazir, a jugé nécessaire, face aux défis engendrés par la révolution technologique et compte tenu de la place du sport dans la société, de faire évoluer cette relation de travail, insistant sur la nécessité pour l'ensemble des acteurs de respecter les règles professionnelles et déontologiques, et de s'aligner sur les concepts et mécanismes reconnus mondialement. Afin d'améliorer cette relation de travail entre les instances sportives et les médias, il a été convenu de créer une commission, composée des différentes parties participant à la conférence, qui sera chargée de formuler des propositions devant aboutir à un « code d'honneur » qui définira et améliorera cette relation.

Création d'une commission scientifique chargée du suivi et de l'accompagnement des fédérations sportives

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, Abderezzak Sebgag a annoncé, dimanche soir, la création d'une commission scientifique nationale constituée de près de 14 docteurs et professeurs chargés du suivi et de l'accompagnement de toutes les fédérations sportives et des préparatifs de leurs sélections, dans le cadre d'une approche scientifique adoptée par le secteur pour réaliser les résultats escomptés des prochaines échéances sportives. «Le secteur de la jeunesse et des sports a adopté une approche scientifique, à l'instar du reste des Etats du monde. Nous avons, ainsi, créé une commission nationale qui comprend près de 14 docteurs et professeurs chargés du suivi et de l'accompagnement de toutes les fédérations sportives et des préparatifs de leurs sélections, en vue de réaliser les résultats escomptés des prochaines échéances sportives», a indiqué le ministre dans son allocution d'ouverture, lors de sa réponse aux interrogations des membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN). Pour le représentant du gouvernement, cette commission «créée après les résultats catastrophiques des Jeux olympiques de Tokyo 2020, prendra en charge tous les détails des préparatifs des sélections nationales aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. L'approche du secteur de la jeunesse et des sports a changé et il y a une volonté politique de l'accompagner en vue de lui permettre d'atteindre les résultats escomptés». «Plusieurs échéances sportives importantes nous attendent, à l'instar des JO de Paris 2024, et sommes de ce fait dans l'obligation de réaliser des résultats honorables. Le budget réservé aux préparatifs des sélections nationales a grimpé de 500 millions de DA en 2022, à 900 millions de DA en 2023 (...) comme l'a affirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, après les Jeux méditerranées organisés l'été 2022 à Oran», a ajouté le ministre.

APRÈS DES VISITES D'INSPECTION QUI AURONT DURÉ 2 JOURS EN PRÉVISION DU CHAN 2022 EN ALGÉRIE

Satisfait, le SG de la CAF sans ambages : « Les stades que j'ai visités sont aux normes Coupe du monde FIFA»

« Je veux remercier les autorités algériennes et à leur tête le président Tebboune d'avoir offert non seulement au peuple algérien mais également au peuple africain des infrastructures de première classe. Les stades que j'ai visités sont aux normes coupe du monde FIFA. Je ne peux qu'être satisfait de ce que je viens de voir. » Des mots forts. Qui sonnent comme une confirmation : l'Algérie est prête pour réussir son CHAN. Et plus. Un bon signe avant plus important, l'organisation de la CAN 2025 ? On peut le croire...

Par Azouaou Aghiles

Le Secrétaire Général de la Confédération africaine de football (CAF), Veron Mosengo-Omba, qui vient d'achever sa mission d'inspection de deux jours des différents sites devant accueillir le prochain championnat d'Afrique Championnat d'Afrique des Nations (CHAN 2022) réservé aux locaux et prévu en Algérie du 13 janvier au 4 février 2023 en Algérie, n'a pas tari d'éloges sur les différentes infrastructures destinées à cet effet. Au terme de son séjour dans notre pays, le SG de la CAF, qui a entamé sa tournée par un détour très instructif au stade Miloud Hadefi d'Oran et ses deux terrains répliques ainsi que le terrain d'entraînement les Castors où il a pu, sur place, avoir une première indication sur le rythme des préparatifs et les travaux qui touchent à leur fin bien avant les délais impartis et se faire une idée précise sur tous les aspects organisationnels liés à la réussite de l'évènement, a tenu, sans s'étaler sur les détails, des propos élogieux dans ce sens. Il sera d'ailleurs conforté dans ses premières impressions après avoir fait, lui et la délégation qui l'accompagnait, le tour de l'autre enceinte choisie pour abriter une partie des compétitions, à savoir le stade du 19 mai 1956 et le terrain d'entraînement Abdelkader Chabou, à Annaba. En clôture, une autre étape et pas des moindres, Constantine, où là aussi et décidément sous le charme, le haut responsable de l'instance en charge de la gestion du football africain, a pu prendre connaissance de l'opération toilettage qui a touché l'ensemble du stade Chahid Hamlaoui, en plus du terrain réplique et le terrain d'entraînement EBRC. Des arguments de poids en plus du bijou de Baraki en passe d'être inauguré officiellement dans les prochains jours avec justement une rencontre amicale de la sélection nationale « A' » drivée par Bougherra, qui renforce, en attendant la livraison du stade de Douéra dont les travaux avancent bien et figure à l'agenda des autorités pour une mise en service prochaine, un parc infrastructurel du pays longtemps décrié et en totale décalage avec des ambitions, en hausse, de notre football. Le temple du « 5 juillet » qui n'a pas été omis par ces d'inspection (stade de Rouiba pour le terrain d'entraînement étant une carte supplémentaire) qui viennent de dissiper définitivement les doutes concernant une présumée incapacité de l'Algérie, qui s'apprête également à accueillir la CAN U17, à relever de telles défis après la réussite totale de la défunte édition des Jeux Méditerranéens qu'a abrité la ville d'El Bahia (Oran) l'été dernier. Le moins que l'on puisse dire est que la délégation de la CAF, qui a eu déjà à en discuter lors d'une audience avec M. Abderrazak Sebgag, ministre de la Jeunesse et des Sports, quittera Alger fixée une fois pour toutes sur la réussite annoncée de l'évènement continental de l'hiver prochain avec un compte-rendu de mission qui pourrait (devrai ?) peser auprès du Bureau Exécutif de la CAF à l'heure du choix du futur lieu où elle compte poser l'illustre chapiteau de la plus prestigieuse des compétitions inter-nations du continent. De bon augure plus que sûrement, le satisfecit délivré par son SG ne venant finalement que renforcer la conviction de son N°01, Motsepe qui, au lendemain de la décision de retire l'organisation à la Guinée, n'a pas manqué de faire un clin à l'Algérie en l'invitant à se porter candidate, affirmant notamment qu'elle « dispose d'infrastructures de classe mondiale. » Faut toutefois pas aller trop vite en besogne, même si ce n'est pas les bons points qui manquent.

A.A

LIGUE1 MOBILIS (ACTE2) :

La JS Kabylie s'enfonce un peu plus, l'USM Khenchela domptée à Béchar

Par Rabah Azizi

A DAR El Beida, le sommet tant attendu entre le MCA et la JSK n'a pas été à la hauteur des attentes des deux publics avec une prestation médiocre des deux formations. Un but et puis rien mais dans l'affaire, les Kabyles perdent du terrain aux fins fonds du classement alors que les mouloudéens soufflent un peu. A Béchar, Khenchela est enfin tombée après une bonne série, leurs hôtes de la JSS, sur une petite réalisation, réalisent l'essentiel
MCA 1 – 0 JSK : Le Doyen sans convaincre, les « Canaris » en danger !
Le MC Alger a battu, dimanche au stade de Dar El Beïda, la JS Kabylie sur la plus petite des marges ((1-0), à la fin d'un 106e « classico » sans saveur et loin de la renommée des deux équipes. Pour terminer cette 10e journée du championnat national de football de la Ligue 1 Mobilis, les deux clubs, en difficulté, et écrasés par l'enjeu, n'ont pas été à la hauteur de cette affiche qui sera tout sauf attrayante comme l'espéraient leurs supporters. Une prestation en dessous de la moyenne, la montagne, comme on dit, a accouché d'une petite souris, les 22 acteurs, très effacés, ont beaucoup déçu avec un niveau de jeu à la limite du faible. On retiendra que les gars de Bab El Oued, qui ont pris l'avantage (31e mn) sur un auto-goal après que le malheureux défenseur kabyle, Benzaid, a détourné le ballon dans ses propres filets sur une frappe anodine de l'attaquant « rouge et vert » Hamoudi, ont su défendre leur maigre avantage jusqu'au coup de sifflet final et augmenter leur capital points (14 unités au compteur) avec trois nouveaux points. Une 4e victoire donc et deux positions (6e) de gagnées au tableau de marche qui leur fait du bien ainsi qu'à leurs supporters qui commençaient à douter. Ce n'est pas le cas du club de Tizi et de ses fans où rien ne marche comme prévu En crise, les « Canaris » ont du mal à s'envoler et sont en danger, les résultats enregistrés jusque-là, avec un seul succès depuis le coup d'envoi de la saison, font craindre le pire. 15e et donc relégable en puissance, la JSK n'est plus ce qu'elle était, ses inconditionnels craignent le pire.
JS Saoura 1- 0 USM Khenchela : Petit match mais bonne victoire pour Saoura
Les poulains de Neghiz ont bien tenu le coup avant de tomber sur un penalty transformé par Bellatrèche (62e). Une défaite qui arrive après une belle série qui les a vus monter en cadence et occuper la 2e place. Quant à elle, la JSS, qui digère mal son élimination de la Coupe de la CAF, peut souffler un peu même si la prestation, ce dimanche, n'a pas convaincu. En évitant le piège du match nul et en défendant bien son but à la marque, elle a pu gagner deux places au classement (9e avec 11 points) alors que son adversaire du jour perd une place et n'est plus que 4e (16e points). Avec la prochaine mise à jour du calendrier, beaucoup de choses peuvent changer dans la hiérarchie.

R. A.

Bougherra «content» de l'attitude des joueurs face au Mali

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe nationale de football A', composée de joueurs locaux, Madjid Bougherra a exprimé sa satisfaction du rendement de ses joueurs, samedi en match amical disputé à Tabarka (Tunisie) face au Mali (4-0), en vue du championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) en Algérie (13 janvier-4 février). «Je suis content du résultat, de l'attitude et de la prestation des joueurs sur le terrain. Ils se sont améliorés par rapport au dernier match amical face au Soudan (2-0, NDLR). Les joueurs ont bien compris ce que je voulais faire, en mettant beaucoup d'intensité. Nous continuons à travailler et à progresser sur ses aspects.», a indiqué Bougherra dimanche à la chaîne officielle YouTube de la Fédération algérienne (FAF). Pour leur premier test de préparation, les «Verts» n'ont fait qu'une bouchée des «Aigles» du Mali, grâce à des buts signés Meziane (29e), Mahious (49e, s.p), Djahnit (69e) et Kendouci (84e). «Il y a des choses à améliorer, ça c'est sûr, mais il y a beaucoup de points positifs sur ce match. L'objectif est d'engranger plus d'automatismes et d'expérience, pour être prêts le jour J inchallah», a-t-il ajouté. Outre le compartiment offensif qui s'est distingué au cours de cette rencontre, Bougherra a salué le travail défensif réalisé par Abdellaoui et ses coéquipiers. «Depuis ma prise de fonctions, j'ai toujours insisté auprès des joueurs sur le pressing, sur cette intensité de ne pas laisser respirer l'adversaire, chose qu'on a fait plusieurs fois. La transition et le pressing, c'est ce qui fait la différence aujourd'hui dans le football moderne». Les coéquipiers de Chouaïb Keddad (CR Belouizdad) enchaîneront mercredi, en affrontant le Niger, dans ce qui sera le dernier test programme en marge du stage de Tabarka. «Avec la libération des joueurs de l'USM Alger (pour disputer la double confrontation face aux Sud-africains de Cap Town en Coupe de la Confédération, NDLR), il y aura une toute autre équipe lors du second test face au Niger mercredi», a-t-il conclu. Les Algériens effectueront en novembre prochain un stage aux Emirats arabes unis, avec au menu deux test amicaux face à la Syrie et le Koweït, et éventuellement un troisième match contre une sélection africaine A. Lors du CHAN, l'Algérie évoluera dans le groupe A, domicilié au stade de Baraki, en compagnie de la Libye, de l'Ethiopie, et du Mozambique.

LIGUE DES CHAMPIONS-TIRAGE AU SORT (8es DE FINALE)

Real – Liverpool, comme on se retrouve. . .

PARMI les grandes affiches, on notera l'alléchante confrontation à venir entre Liverpool et le Real Madrid. Ce choc, en plus de PSG-Bayern Munich, selon le tirage au sort effectué lundi à Nyon, avec un match aller au Parc des Princes avant le retour en Allemagne, promet d'ores et déjà d'être l'un des plus attendus de ces 8es de finale. Ce ne sera pas le seul. Au programme, il y aura notamment un remake de la finale de la saison passée entre le Real Madrid et Liverpool, remportée par le club espagnol (1-0). Manchester City, demi-finaliste au printemps dernier, a hérité d'un tirage plus abordable sur le papier, mais la formation de Josep Guardiola devra se méfier du RB Leipzig de Christopher Nkunku. Sacré champion d'Europe en 2021 sous la direction de Thomas Tuchel, limogé en septembre dernier, Chelsea sera pour sa part opposé au Borussia Dortmund. Les deux clubs milanais ont été relativement épargnés de leur côté. L'AC Milan et l'Inter seront opposés respectivement à Tottenham et au FC Porto, les deux formations qui semblaient un cran en dessous dans le chapeau des vainqueurs de groupes. Enfin, Naples, l'une des équipes en forme de ce début de saison, jouera sa place en quarts face à l'Eintracht Francfort. Les 8es de finale aller auront lieu les 14, 15, 21 et 22 février 2023, les matches retour les 7,8, 14 et 15 mars. Le calendrier sera annoncé avant 18h par l'UEFA.

LES AFFICHES DES 8ES DE FINALE :
Leipzig - Manchester City
Bruges - Benfica
Liverpool - Real Madrid
AC Milan - Tottenham
Eintracht Francfort - Napoli
Borussia Dortmund - Chelsea
Inter - Porto
PSG - Bayern

Page 24_Mise en page 1 08/11/2022 15:49 Page 1

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA	CONSTANTINE	ALGER	OUARGLA	CHLEF	MOSTAGANEM	ORAN
Fadjr	05:32	05:38	05:50	05:44	05:57	06:02	06:05
Dohr	12:14	12:20	12:32	12:27	12:39	12:44	12:47
Açr	15:04	15:11	15:23	15:20	15:32	15:37	15:41
Maghrib	17:30	17:36	17:48	17:45	17:57	18:02	18:06
Icha	18:50	18:56	19:08	19:04	19:16	19:21	19:24

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7436 – MARDI 8 NOVEMBRE 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	26°	15°
Oran	25°	14°
Constantine	25°	14°
Ouargla	24°	9°

MISE EN SERVICE D'UNE NOUVELLE GARE routière

Un soulagement pour les Ghardaouis

Elle est mise en exploitation depuis hier seulement : une nouvelle gare routière pour desservir l'ensemble des wilayas, à travers les quatre coins du pays. Une manière de faciliter les déplacements aux populations éloignées.

La dite nouvelle gare routière est destinée aux bus de transport de voyageurs à destination des quatre coins du pays. Cette dernière, a été réalisée dans le quartier de Bouhraoua, elle a été mise en exploitation Samedi dernier, de quoi réorganiser le transport à Ghardaïa et faciliter la fluidité de la circulation vers l'extérieur de la Wilaya.

Elle abritera tous les Minibus et Bus desservant les autres Wilaya du Pays ainsi que les localités limitrophes de la wilaya à l'exemple de Ouargla, Hassi R'Mel et Laghouat, entre autres. Ce qui permettra aux autorités de désengorger l'ancienne Gare routière du centre-ville qu'est devenue très exigu.

Cette nouvelle structure a été réalisée durant près de dix années, elle est dotée de toutes les commodités nécessaires, a indiqué un responsable de cette nouvelle agence, précisant que ce projet vient en application des directives du ministère de transport, visant à améliorer le transport et faciliter la fluidité de la circulation, notamment, en prévision d'une nouvelle ligne de transport ferroviaire qui viendrait s'ajouter et s'installer en juxtaposition à cette Gare routière. Ainsi, suite à la délocalisation de tous les bus assurant la liaison vers les quatre coins du Pays, la direction des Transports a réuni, ces derniers jours, l'ensemble des taxieurs devant assurer la liaison entre le centre-ville à la nouvelle Gare routière, afin de déterminer la liste définitive des opérateurs qui doivent assurer le transport des voyageurs. Cette rencontre a permis surtout de définir le tarif de 50 Da/voyageur pour son transfert vers la nouvelle station.



Lors de son inauguration, Le wali de Ghardaïa, M. Abdallah Abinouar, a insisté, sur le respect de la réglementation afin d'assurer une meilleure gestion de cette nouvelle Gare. Le but est de s'inscrire dans le sillage des projets de modernisation de la ville et répondre, favorablement, aux doléances de la population.

Dans ce registre, on saura qu'une brigade mobile pour la sensibilisation de tous les transporteurs y compris les usagers a été mise en place en prévision de ce transfert.

Cependant, A travers ce nouveau projet, les Autorités locales ont décidé de mettre un terme à l'anarchie qui caractérisait l'ancienne gare routière.

Aissa Hadj Daoud

BANQUES

Plus de 2 000 cadres formés dans la finance islamique

PLUS de 2000 cadres du secteur bancaire ont bénéficié de formations spécialisées dans le domaine de la finance islamique au niveau de l'Institut de formation bancaire (IFB), depuis 2021 à ce jour, a indiqué hier lundi à Alger, un responsable de cet institut. «Il y a un engouement pour cette formation de la part des banques depuis la promulgation de l'instruction 20-02 de la Banque d'Algérie qui a mis le cadrage juridique de la finance islamique en élargissant ce créneau aux banques conventionnelles», a affirmé le directeur des formations thématiques et spécifiques à l'IFB, Ali Benali. S'exprimant lors de la rencontre annuelle de l'IFB avec les responsables des ressources humaines des banques et établissements financiers, M. Benali a expliqué que la formation est axée sur les bases de la finance islamique notamment ses aspects réglementaires et normatifs, ses produits et services et leur différence par rapport aux produits de la finance conventionnelle.

Par ailleurs, il a expliqué que le programme de formation de l'IFB a été enrichi de plusieurs thématiques afin de répondre aux exigences conjoncturelles et aux besoins exprimés par les banques et les institutions financières.

A ce titre, il a cité les thèmes de la dynamique commerciale, la gestion et le pilotage des risques, les services monétaires ainsi que la cyber sécurité affirmant que cette dernière devrait «renforcer davantage la résilience des banques et des institutions financières contre les cybercriminalité».

Dans ce cadre, il a annoncé la tenue prochaine d'un séminaire sur la typologie des incidents de la cybersécurité en interbancaire qui verra la participation de plusieurs banques.

Pour sa part, le directeur général de l'IFB, Athmane Malek, a souligné que plus de 6000 participants ont été enregistrés en 2021, pour bénéficier des formations de l'institut public. Selon lui, l'IFB qui jouit d'un capital expérience de 33 ans, s'appuie sur plus de 300 formateurs pluridisciplinaires pour satisfaire la demande du secteur en matière de formation.

M. B.

CONTREBANDE

Saisie d'importantes quantités de denrées alimentaires à Tamanrasset

LES SERVICES des Douanes ont saisi d'importantes quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande dans la wilaya de Tamanrasset, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale des Douanes algériennes (DGDA). «Dans le cadre des efforts continus des services opérationnels des brigades de Douanes pour lutter contre la contrebande, sous toutes ses formes, les agents de la brigade régionale mobile de lutte contre la contrebande et la brigade mobile relevant de l'inspection divisionnaire des douanes de Tamanrasset ont saisi deux camions chargés d'importantes quantités de denrées alimentaires dont 500 sacs de farines (25kg), 376 sacs de farine (50 kg), 436 sacs de semoule (25 kg) et 180 cartons de pâtes (10 kg/carton)», précise le communiqué. «Cette opération consacre la disponibilité et la mobilisation totale des agents des douanes algériennes pour l'application des directives des hautes autorités en vue de protéger le marché national et assurer au citoyen un approvisionnement continu en produits alimentaires», conclut la même source.

S. N.

BÉJAÏA

19 711 appels à la police en septembre

LES SERVICES techniques de la sûreté de wilaya ont reçu 19711 appels téléphoniques au courant du mois de septembre dernier sur les numéros verts et de secours de la sûreté nationale 15-48, 17 et le numéro 104 spécial mineurs.

Selon la cellule de communication de la de la sûreté wilaya, «du nombre global des appels enregistrés, il ressort 567 communications de signalement d'accidents et crimes au moment où ils se sont produits, le signalement de tentatives d'atteinte et agression sur des personnes et sur les biens publics et privés». La même source ajoute : «8601 appels ont été enregistrés sous forme de demandes d'information, d'orientation et d'explications» alors que 94 appels ont été recensés en e qui concerne le signalement d'accidents de la route, découvertes de cadavres, etc.». Par ailleurs, les mêmes services ont reçu 02 communications liées à des disparitions de mineurs.

N. B.

DEUX QUINTAUX DE TABAC À CHIQUER SAISIS

DEUX quintaux de tabacs à chiquer contrefait ont été saisis par les éléments de la brigade de gendarmerie de Tichy sur la RN 9 reliant Béjaïa à Sétif le 29 du mois passé, précisément à la sortie Ouest de la ville.

Le tabac a été transporté dans un voiture de marque «Renault Mégane» conduite par un individu âgé de 23 ans, natif de la wilaya de Sétif. La marchandise contrefaite était emballée dans de petits sachets en plastique et devait être écoulée auprès des marchands de la ville de Béjaïa. L'affaire a été communiquée à la justice et la marchandise a été saisie puis confiée aux services des domaines publics pour destruction.

En outre, les éléments de la brigade de gendarmerie d'El-Kseur ont, saisi au début de la semaine passée 149 comprimés de substance psychiatriques de marque «Prégabaline 300mg» au cours d'une opération menée à Ibarissen, commune d'El-Kseur.

Selon la cellule de communication et des relations publiques du groupement de la gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa, «cinq individus âgés de 21 et 28 ans ont été arrêtés au cours de cette opération».

«Ces derniers roulaient à bord d'un véhicule intercepté au niveau d'un dispositif de sécurité dressé sur la RN12», indique la même source. Une enquête criminelle a été ouverte au sujet de cette affaire qui a communiquée aux autorités judicaires compétentes.

N. B.